



COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IV^{ème}
Internationale.

SAMEDI 9 MARS 1985

N° 292

PRIX : ANTILLES 2 F 50
FRANCE 3 F

Editorial

POUR ARRACHER DE MEILLEURES CONDITIONS DE SALAIRE ET DE TRAVAIL, PREPARER LA GREVE GENERALE

Depuis plusieurs semaines, des grèves importantes ont lieu en Martinique et en Guadeloupe. Aux Etablissements Reynoird (supermarchés), à Norélec, à la Clinique Lacrosse, en Guadeloupe ; à la SOFECA, en Martinique. Mais ailleurs, lorsque ce n'est pas la grève, c'est la grogne. Bas salaires, menace de licenciements, arrogance patronale, sont le lot de tous. Et dans bien des entreprises, les travailleurs sentent qu'ils ne peuvent supporter indéfiniment cette situation. Il y a aussi le cas de nombreux chômeurs, jeunes, pour la plupart, sans travail depuis des mois ou des années, ou vivant de jobs, ça et là.

De leur côté, les directions syndicales, même lorsqu'elles sont combatives cherchent plutôt à négocier secteur par secteur avec le patronat, et tentent d'arracher quelques avantages pour ne pas perdre la face. Le problème qu'elles se posent généralement quand il y a une grève est le suivant : «Comment terminer la grève au plus vite en gagnant quelque chose qui serait un faire-valoir justifiant la lutte auprès des travailleurs». A la longue, les travailleurs les plus combattifs ne voient pas d'issue à une telle pratique et pour beaucoup, «Faire Grève» semble alors inutile, c'est une perte d'argent, disent-ils, pour un résultat très approximatif.

En effet, si bon nombre de travailleurs qui pourtant ne sont ni des lâches, ni des bœufs-oui-oui du patronat n'entrent pas plus avant dans la lutte c'est que bien souvent les directions syndicales n'offrent pas de perspectives véritables à l'ensemble des travailleurs. Ainsi, certains d'entre eux nourrissent envers les luttes et les grèves une sorte de prévention et une hésitation légitimes quoique peu justes.

Pourtant, on ne peut pas dire qu'il n'y a pas de luttes ouvrières dans nos pays. Il ne se passe pas une semaine, pas même un jour sans que dans une entreprise ou une autre il n'y ait ait grève. Mais dans ces luttes, secteur par secteur, les travailleurs remportent rarement des succès notables. Par contre, un mouvement d'ensemble des travailleurs du pays pourrait faire plier les patrons. Car en fait tous les secteurs sont liés. Sans les dockers et les travailleurs du port, les gros

Guadeloupe. ETS REYNOIRD: DANS LES ENTREPRISES, LES LICENCIEMENTS, C'EST AUSSI LEUR PROBLEME. DE NOMBREUX TRAVAILLEURS SOLIDAIRES



Après la déclaration méprisante de la direction des Ets Reynoird faite par son PDG De Maismont, la semaine dernière, le mécontentement est monté d'un cran dans de nombreuses entreprises.

Les travailleurs du Casino de Gosier ont fait une journée de grève le mardi 5 et réalisaient une collecte pour les grévistes. Dans certaines entreprises, des syndiqués du MASU provoquaient des débrayages. C'était le cas aux Nouvelles Galeries, dans certains services du port le lundi 4.

Dans les banques, à la BNP en particulier, au Centre Hospitalier de Pointe-à-Pitre, dans certains grands magasins, tel le Prisunic des Abymes, dans des usines à sucre, les travailleurs décidaient de faire circuler des listes de souscription ou des enveloppes et s'organisaient pour trans-

mettre l'argent récolté aux grévistes sur le parking de Mammoth Raizet.

Et de plus en plus, les travailleurs discutaient de faire autre chose, aller plus loin et même commencer à se préparer à manifester leur soutien tous ensemble.

En effet, au travers du conflit qui oppose la direction des Ets Reynoird et les licenciés, est apparu le mépris patronal, bien sûr, mépris contre les travailleurs, contre les organisations syndicales ou tout autre organisation de lutte que les travailleurs choisiraient.

Mais aussi les travailleurs des autres entreprises se sont rendus compte de la volonté de ce patronat de moderniser son entreprise sur le dos des travailleurs pour augmenter ses profits ou au moins pour continuer à en faire autant en cette période

de crise.

Et ce problème concerne autres travailleurs qui voient que loin de créer des emplois nouveaux, malgré les aides et subventions multiples dont l'état les gratifie, les patrons achètent de nouvelles machines ou modernisent pour supprimer des emplois.

Dans de nombreux secteurs, les travailleurs sentent leur emploi menacé, et aussi leurs conditions de travail, face à un patronat qui serre les vis, tire la corde au maximum pour maintenir son profit.

C'est bien dans ce sens qu'allaient les préoccupations des travailleurs qui discutaient de la solidarité nécessaire à porter à ceux des Ets Reynoird. Il fallait aider les travailleurs des Ets Reynoird, mais c'est aussi parce que c'est notre problème, à tous les travailleurs.

Et si les patrons ne s'arrangent pas pour trouver une solution correcte pour empêcher les 58 licenciements et que les travailleurs d'autres secteurs décident à leur tour de rentrer en grève, ce ne sera pas seulement en soutien aux grévistes. Car de plus en plus le soutien à ceux qui sont déjà en lutte passe par la nécessité pour d'autres travailleurs de se battre pour obtenir du travail, et contre tous les licenciements qui se font dans de nombreuses entreprises et aussi pour des augmentations de salaires pour l'année 1985.

Dernière heure :

Un compromis est intervenu mercredi soir entre les différentes parties, le syndicat MASU appelant les travailleurs à reprendre leurs postes le jeudi 7 au matin.

Martinique

LA GREVE DU 28 FEVRIER

La grève déclenchée à l'appel de la CGTM s'est déroulée seulement le 28 février. Il y eut peu de travailleurs à la maison des syndicats, et la manifestation ne regroupa que quelques centaines de personnes.

Cependant, on pouvait remarquer dans plusieurs secteurs une participation non négligeable de grévistes : les dockers par exemple étaient en grève à 100 %, le magasin Mammoth était fermé, les garages, notamment le garage Peugeot, propriété de Despointes, étaient eux aussi fortement perturbés. Il

faut souligner aussi la participation de travailleurs de la Santé, de la Métallurgie, quelques enseignants.

La manifestation qui suivit dans les rues de Fort-de-France s'arrêta à de nombreuses reprises aux carrefours principaux pour expliquer les raisons de la grève, en dénonçant notamment l'attitude de Despointes.

Au total, même si peu de travailleurs ont participé à la manifestation ce jour-là, ceux qui ont fait la grève étaient conscients de l'avoir fait pour dire non à l'exploitation et à l'arrogance

patronale. Ils étaient conscients d'apparaître ce jour-là comme les plus déterminés. Il reste maintenant à convaincre la grande majorité, tous ceux qui n'étaient pas en grève ce jour-là qu'il est de leur intérêt de s'organiser et de se préparer pour les combats futurs.

Car il y aura nécessairement d'autres combats. Dans la période actuelle, les patrons montrent sans cesse une arrogance croissante, le cas de la SOFECA n'en est qu'un exemple. Avec la crise économique croissante les patrons s'enhardissent et tentent d'en profiter

ELECTIONS CANTONALES : les hommes de main du PPM s'en prennent aux militants du GRS

Il y a une semaine, un communiqué du Groupe Révolution Socialiste dénonçait les pratiques de membres du PPM à leur rencontre. C'est ainsi que dans le 6ème canton dans lequel se présente le GRS, une équipe d'une quinzaine d'hommes de main dirigés par un garde du corps de Césaire s'en est pris au G.R.S., ils ont lacéré 500 de leurs affiches et ont proféré des menaces à l'encontre d'un groupe de militants du G.R.S. qui collaient des affiches.

Une telle attitude n'est pas pour nous surprendre, nous, à COMBAT OUVRIER. Il n'y a qu'à se rappeler les élections régio-

nales d'il y a 2 ans. Le Rassemblement «Démocratique» de Césaire mit un point d'honneur à recouvrir systématiquement partout où il le pouvait les affiches de la liste commune que nous présentions, avec le G.R.S., dans le but d'empêcher que nos idées soient connues.

Il est donc symptomatique que ceux qui parlent de démocratie s'en prennent à ceux qui les contestent sur leur gauche. Quant à nous à COMBAT OUVRIER, nous condamnons ces méthodes et nous assurons nos camarades du GRS de notre soutien.

Les grévistes de la SOFECA s'adressent à tous les travailleurs de la Martinique

Travailleurs,

Nous ouvriers, de la SOFECA sommes en grève depuis un mois pour exiger :

— Le refus de tout licenciement

— L'application d'une convention Collective

A la SOFECA, c'est l'exploitation brutale, le mépris et les sanctions imbéciles.

C'est ainsi qu'au mois de Décembre, Despointes a décidé de licencier 3 d'entre nous et mettre à pied un quatrième d'entre nous.

C'est ce qui est la cause principale de notre mouvement, et nous en avons profité pour réclamer l'application de la Convention Collective de la Métallurgie, car nos salaires tournent en majorité autour de 3.000 Francs.

Face à nos revendications, Despointes n'a pas cessé de ré-

pondre par le mépris et les provocations.

La dernière provocation en date est celle-ci : DESPOINTES A DECIDE DE LICENCIER AU MOINS QUINZE D'ENTRE NOUS SUR UN EFFECTIF DES 25 PERSONNES !

Et pour faire bonne mesure, il appelle à son secours la justice et la gendarmerie parce que nous l'aurions séquestré.

Nous, ouvriers de la SOFECA ne nous laisserons pas intimider par cet exploiteur féroce.

Nous ne céderons pas devant un patron provocateur et raciste qui se croit revenu au temps de l'esclavage.

Nous sommes mobilisés et nous le resterons tant que Despointes n'aura pas cédé.

Le Comité de Grève des Ouvriers de la SOFECA

* * *

GEORGES SURENA, UN PARTISAN DE LE PEN DANS LE 6e CANTON DE FORT DE FRANCE

Nous ne connaissons pas Georges Surena, le candidat de l'UDM (Union Départementaliste Martiniquaise) pour le canton de Volga, Dillon et Eaux Découpées à Fort-de-France.

Mais ce que nous savons, c'est que cet individu est un raciste xénophobe et méprisant qui dit brutalement ici en Martinique ce que Le Pen dit en France.

Ce triste individu commence par se réclamer de... Dieu pour dénoncer l'insalubrité, l'imposition écrasante et l'insécurité.

Quels sont les responsables de cette insécurité, selon Surena ? : c'est la «Recrudescence d'immigrés des îles voisines venus clandestinement avec la complicité de certains dirigeants».

Le raciste xénophobe et hypocrite qu'est Surena voit comme responsable des malheurs de Volga-Plage non pas le chômage, ni les salaires, ni les mauvaises conditions de logement. Pour lui, les responsables sont les quelques dizaines de Sainte-Luciens et de Haïtiens, où pour un malandrin, on trouve des dizaines et des dizaines de gens honnêtes venus pour gagner une misérable croûte, et qui sont par ailleurs surexploités jusqu'à la corde par les compé-

tes de Surena, les exploiters capitalistes !

Mais le sieur Surena récidive en écrivant : «Nous éliminerons les ETRANGERS INTRUS. Vous retrouverez un quartier où vos femmes, vos enfants et les personnes âgées pourront évoluer en pleine sécurité, sans crainte d'être agressés de jour comme de nuit».

Les propos d'un Surena sont révélateurs, voilà un petit nègre à qui ses maîtres blancs ont permis de se vêtir d'un pantalon et d'une chemise corrects, et qui pour leur rendre service n'hésite pas à réclamer «l'élimination» des nègres qui n'ont pas eu la chance de posséder comme lui cette chemise et ce pantalon.

Surena, ne pense même pas qu'il y a 150 ans, ses grands-parents étaient heureux d'aller se réfugier dans «les îles voisines» d'où l'esclavage était aboli, pour échapper au fouet tenu par les ancêtres de ceux que Surena sert aujourd'hui.

Alors oui, il y a des étrangers intrus à chasser de Martinique. Mais pour nous, plus que l'ouvrier Sainte-Lucien ou Haïtien, les étrangers sont : les Surena et ceux qu'ils servent avec complaisance

Communiqué de la communauté Rastafari de la Martinique.

Avant hier un Rasta était lâchement assassiné par un métropolitain à Didier.

Hier la maison d'un autre frère était incendiée sans l'ordre du Maire de Rivière-Pilote.

Aujourd'hui dix familles de frères, sont délogées, leurs maisons et leurs plantations détruites par les bulldozers à la Pointe des Grives à Dillon.

Nous, communauté Rasta de la Martinique, dénonçons les manœuvres utilisées pour nous pousser à la violence, mais nous vaincrons cette violence par l'amour et la compréhension.

Nous attirons l'attention des autorités sur ces pratiques non légales et faisons également appel aux Martiniquais et Martiniquaises animés par des sentiments de paix, et d'amour, sinon de justice à ne pas tomber dans le piège qui est de faire se déchirer entre eux les Martiniquais de quelque opinion que ce soit. Vu la déclaration des droits de l'homme, nous revendiquons le droit à la conception, à la terre, et à l'habitat sur la zone des 50 pas géométriques comme tous les habitants de cette île, et que nous avons assez d'être bafoués sur le plan humanitaire et social, demandons le dialogue et la reconnaissance de l'égalité des droits.

Nous sommes aussi citoyens français originaires d'Afrique, vivant en Martinique, victimes du chômage et participons à l'évolution de la nation culturellement et spirituellement, vivant de la création : (cuisine, musique, artisanat, couture, agriculture).

Attendons la réparation de nos droits et le dédommagement de notre travail, car nous avons été remis à la rue au gré du soleil de la pluie, alors que nous avons parmi nous des enfants et des femmes enceintes.

INCENDIES EN SERIE EN GUADELOUPE : cela sent le brûlé !

Dans la nuit du dimanche 3 au lundi 4, des incendies avaient lieu dans la région de Pointe-à-Pitre - Abymes. D'après ce qu'en ont dit les médias, il semble qu'il s'agisse d'incendies volontaires.

Les locaux pointois du journal France-Antilles ont été dévastés. Une entreprise de papier informatique, située au Morne Vergain était elle aussi brûlée. Des voitures de CRS ou gendarmes étaient également brûlées, l'une à Grand Camp et une dans la région du Moule.

Dans la nuit du 4 au 5 mars, un grand nombre de voitures de service de l'INRA, auraient été elles aussi brûlées. Accident ou attentat ? Ce sont des voitures que l'on retrouve sur les plages avec des blancs VAT ou autres, elles ont pu irriter la colère.

A l'heure où nous écrivons, d'après le journal France-Antilles, la tentative d'incendie à Moule aurait été revendiquée par des tracts laissés sur place signés «riposte populaire».

Le moins que l'on puisse dire, c'est que la situation n'est pas calme, dans le pays. Car s'il existe des gens, qui manifestent leur colère de la sorte, ou autrement d'ailleurs, c'est bien que tout autour cela sent le brûlé, la pourriture. La pourriture

d'une société déclinante qui s'appuie sur les scandales et autres trafics d'argent, laissant des masses de gens toujours plus importantes dans l'angoisse du lendemain.

UDR

Au milieu de la deuxième semaine de la campagne électorale, on apprenait que l'UDR local, changeait de cheval dans le premier canton de Pointe-à-Pitre. Après avoir soutenu le candidat Louis Dessout, il le lâchait, en pleine course, pour sauter sur le cheval de Koury.

Les électeurs sont habitués aux retournements de veste acrobatiques qui n'ont pratiquement rien à envier aux passes d'un torero dans une arène, mais cette fois, quatre jours avant la fin de la campagne électorale, une telle volte-face semble un peu scabreuse.

Le parti de José Moustache est-il aux abois ? A-t-il refait ses comptes ? Trouve-t-il alléchantes des propositions de voix bloquées que pourrait lui faire Koury dans cette région de Pointe-à-Pitre où votent de nombreuses personnes originaires du Liban ? De toutes les façons étant officiellement soutenu par José Moustache, Koury coupe tout autant officiellement les ponts avec le LPG de Michaux-Chevry qu'il avait suivi un temps. Du moins le temps des élections.

Oh ! Ce ne sont que des hypothèses bien sûr !

Mais elles ne doivent pas se trouver très loin de la réalité, tant la politique électorale de ces messieurs n'a absolument rien à voir avec la défense d'un programme et encore moins d'un programme en faveur des travailleurs et des petites gens !

La municipalité de Fort de France et la chambre de commerce main dans la main contre les rastas.

De jeunes adeptes de la religion rastafari ont occupé depuis plusieurs mois déjà des lopins de terre dans une région située près de la mer, entre la RN1 bis et la Pointe des sables, en bordure de la mangrove. Là, ces rastas, n'ayant pas d'autre domicile par ailleurs ont installé quelques cases construites avec des matériaux de fortune et ont planté quelques légumes.

Or, voilà que la Chambre de Commerce a décidé de déloger les rastas, en prétextant que l'on devait construire au même endroit la zone industrialo-portuaire. Et aussitôt, les bulldozers et autres grosses machines d'entrer en action pour détruire les maigres biens des occupants. Le plus beau dans l'affaire, c'est que le maître-d'œuvre de l'expulsion a été la municipalité : ce sont en effet les ouvriers de la municipalité de Fort-de-France qui ont été chargés d'exécuter la sale besogne.

Depuis, les rastas se sont repliés sur les logements sociaux de Dillon et ont occupé des logements inachevés.

Ils ont écrit par ailleurs une lettre ouverte parue dans Révolution Socialiste, lettre que nous publions ici.

* * * * *

LES CAMIONNEURS BLOQUENT LA CIRCULATION

Mercredi 6 mars, dès les premières heures, l'entrée de Jarry a été bloquée par les camionneurs en colère. Au cours de la journée, le pont de la Gabarre a été fermé complètement à la circulation. Ce mouvement, qui a perturbé la vie de beaucoup de gens, est dû aux hausses

récentes, brutales et répétées, sur le gazoil ; 25 cts par litre en moins de 20 jours, alors que le prix de la tonne de fuel à l'achat n'aurait pas bougé. Les camionneurs regroupés en syndicat, revendiquent la détaxe de l'essence. Ils revendiquent aussi la suppression de la vi-

gnette et l'aménagement de gares routières. Ils exigent que des négociations soient organisées avec les organismes responsables des conseils régional, conseil général, et préfet, avant de supprimer le barrage. C'est pour eux la meilleure garantie de faire entendre leur voix et d'obtenir satisfaction.

Guadeloupe

MAMMOUTH RAIZET :

des négociations sont en cours, mais les travailleurs ne cèdent pas. Ils veulent des garanties d'embauche pour les 58.

Des négociations sont en cours mais les travailleurs ne cèdent pas. Ils veulent des garanties d'embauche pour les 58

Dès le début de la semaine, il apparaissait que le conflit des Employés des Ets Reynoird rentrait dans une nouvelle phase.

Les travailleurs étaient en grève depuis QUATRE semaines et restaient toujours aussi déterminés. Pas question de reprendre le travail sans avoir obtenu la reprise des 58 licenciés.

Lundi matin, certains d'entre eux participaient avec des militants du MASU au blocage des entrées de la zone industrielle de Jarry, organisé avec l'aide du syndicat des Transporteurs routiers.

Durant le week-end, il semble que des négociations avaient été engagées entre

le MASU et le préfet d'une part et ces mêmes représentants de l'Etat avec la direction de Reynoird d'autre part.

Le lundi vers 10 H, une assemblée générale fut organisée par le MASU sur le parking de Mammouth pour faire le point sur les négociations. Plus exactement, il y avait une série de propositions de l'état et de contre propositions du syndicat MASU.

Jusqu'à mercredi matin, la petite guerre des propositions et contre propositions continuait. Plusieurs dizaines d'employés se rassemblaient désormais sur le parking et étaient souvent agacés voire même en colère contre le patronat et le préfet avec les airs doucereux de médiateurs, qui faisaient traîner les choses.

En particulier, le mardi, le préfet devait fournir une réponse aux contre-

propositions du syndicat dès 11 H, puis à 16 H, et lorsque les employés ont quitté le parking, tard dans la soirée, le syndicat n'avait toujours rien reçu. Dans le même temps, certaines radios officielles, prenant leurs sources on se demande où, annonçaient un peu rapidement qu'un accord était intervenu et que les employés reprenaient dès le lendemain le travail.

Certains employés étaient donc très en colère de constater combien les pouvoirs publics se moquaient d'eux et tentaient par là même de manipuler l'opinion publique contre eux.

C'est ainsi qu'ils se séparaient en décidant de ne pas reprendre le travail le mercredi 6 mars et en se redonnant rendez-vous sur le parking du super marché Mammouht.

Echos du commerce

SUPÉRETTE : DÉBRAYÉE POUR LE RÉEMPLOI DE DEUX TRAVAILLEURS A LA FIN DE LEUR SERVICE MILITAIRE.

Lundi 18 février, nous avons débrayé pour exiger que deux employés de retour du service militaire soient réembauchés dans le magasin.

Paulin leur avait tout simplement dit que leur poste avait été supprimé, et qu'ils aillent demander à l'état leurs indemnités !

Mais nous l'avons contraint à changer de position, et nos deux collègues ont retrouvé leur emploi.

SOFROI : DÉBRAYAGE POUR L'AUGMENTATION DE NOS SALAIRE.

Nous voulons obtenir 18 % d'augmentation de salaire pour l'année 1985. Mais lors de la réunion que nos délégués ont eue avec la direction le samedi 23 février, le patron n'a pas voulu démordre, c'est 11 % qu'il est prêt à céder, mais non 18.

Alors vers 10 H, les délégués sont sortis et nous ont mis immédiatement au courant de l'attitude obstinée du directeur.

Nous avons tous décidés de débrayer sur le champ alors même que le magasin était plein.

Juste de quoi donner à réfléchir à cette forte tête.

NOUVELLES GALERIES : AUX CAISSES, NOUS VOULONS SORTIR A L'HEURE.

En plus de la fatigue de la journée, le soir, nous sortons plus tard que d'habitude. Car les clients sont nombreux aux caisses, ce qui fait que quand tout le monde est passé, il est facilement 8 H 30.

Alors pourquoi la direction ne forme-t-elle pas plus tôt, au lieu de nous imposer des heures supplémentaires ?

Echos de la grève des Ets Reynoird

MAMMOUTH : DE MAISMONT un capitaliste arrogant.

La déclaration du PDG de Maismont à la télévision était une véritable provocation.

Ce PDG, venu de 7 000 Km décréait qu'il pourrait mettre tous les non-grévistes en chômage technique, si l'accès à ses magasins n'était pas correctement dégagé par la force publique.

En tout cas cette déclaration portant atteinte au droit de grève a provoqué une bonne réaction parmi certains d'entre nous. En effet dès le lendemain, nous étions plus nombreux à nous rassembler devant le magasin Mammouth Raizet.

Une façon de montrer à ce petit arrogant que ces déclarations ne nous faisaient pas peur, bien au contraire.

De nombreux soutiens...

A la suite de la déclaration de De Maismont, de nombreuses sections syndicales,

des syndicats et organisations nous ont fait connaître, par la radio, leur soutien.

Toutes ces réactions de soutien des travailleurs sont bien regonflantes pour nous.

Il n'empêche que nous devons compter sur notre propre mobilisation et nos propres initiatives essentiellement pour gagner notre lutte.

Pourquoi De Lavignes et De Maismont se cachent-ils ?

Depuis le début de la grève les patrons sont introuvables. Un jour il semble qu'ils logent dans un hôtel, le lendemain dans un autre. Mais on ne peut jamais savoir précisément où.

De quoi ont-ils peur ? Même pour téléphoner à RFO, ils n'osent pas le faire d'un bureau, mais d'une voiture. Ils deviennent insaisissables.

Yo pli mové ki zombi, mais nous pati pou baré yo !

Guadeloupe

CLINIQUE CHOISY :

la grève contre les licenciements continue.

Les employés de la clinique Choisy de St-Claude, syndiqués à la CGTG et à l'UTS-UGTG, poursuivent leur grève contre le licenciement de 40 travailleurs, décidé par le directeur de la clinique.

Devant la mobilisation des travailleurs de la Clinique, le directeur a proposé le réemploi de certains dans un asile de vieillards voisin. Mais cela ne peut toucher que très peu de personnes. Il propose également le réemploi de certains travailleurs dans une clinique qu'il a l'intention

d'ouvrir dans la région de Baie-Mahault. Mais celle-ci n'est même pas encore construite. Les travailleurs poursuivent donc leur grève pour exiger le maintien de leurs camarades dans leur emploi.

Le prétexte à ces licenciements est d'ordre économique : selon la direction, la clinique n'accueillant plus que peu de malades, la solution qui l'arrangerait, c'est de mettre à la rue 40 travailleurs. Cela, le directeur de la clinique Choisy n'est pas le seul patron à le dire, loin s'en faut : c'est une

ESSENCE :

les prix montent,

la colère aussi.

Le prix de l'essence et du gaz oil monte en flèche : depuis la semaine dernière, le litre d'essence super coûte 5F42 ! La dernière augmentation remontait à moins d'un mois : le 11 février dernier, essence et super avaient pris 20 cts et le gaz oil 17 cts.

Cette fois, les petits transporteurs routiers se mobilisent, et la colère des travailleurs augmente contre cette nouvelle calamité qui s'abat sur leur budget car la taxe sur l'essence et le gaz est celle qui augmente de la façon la plus spectaculaire, mais elle n'est encore qu'une partie de toutes les taxes, de tous les impôts indirects sur les produits de consommation courante qui sont une véritable saignée opérée par l'Etat et l'administration régionale sur les salaires des travailleurs.

Basse-Terre :

la grève de KDIS

arrange certains.

Ainsi, pour un litre d'huile, on a pu voir le Président de la Chambre de commerce, Penchard, et son fils, autre « poids lourd », se battre contre une cliente samedi dernier. Pourtant depuis la grève de K-Dis, les clients se bousculent dans le super marché Penchard. Celui-ci ne se contente pas de surexploiter ses travailleurs qui ploient sous le travail depuis quelques jours. Il ne se contente pas non plus des augmentations de 15 à 20 % rapidement affichées depuis la grève (19 F la bouteille de Banga au lieu de 16,50 F, 116 F au lieu de 101 F la boîte de lait). Il faut encore qu'il se batte avec les clients.

Mais la population pauvre de Basse-Terre a exprimé sa colère contre ces profiteurs qui n'hésitent pas à frapper une femme, entraînant même l'évanouissement d'une caissière sous le choc de sa caisse renversée. Et face à l'arrogance de Penchard, les petites gens encourageaient la cliente : « griffé li, fouté di fé adan sa ! ».

orientation générale du patronat qui voit là un moyen de faire supporter par les travailleurs les effets de la crise. Quand les affaires marchent moins bien pour les capitalistes, le fait de réduire le montant versé en salaires, leur permet de maintenir leurs profits.

Le problème que connaissent aujourd'hui les travailleurs de la clinique Choisy se rapproche dans ce sens de celui des employés de Mammouth Raizet et de bien d'autres entreprises en Guadeloupe, et qui menace tous les travailleurs, avec l'aggravation de la crise.

Dans le domaine de la santé, les mesures prises par le gouvernement pour réduire les dépenses de la sécurité sociale, ont également une répercussion sur l'emploi : ceux qui ont les moyens de se faire soigner ou de se reposer en clinique, et même à l'hôpital, sont moins nombreux, et cela est aussi une menace pour les travailleurs.

NOUVELLE CALEDONIE :

OPERATION COUP DE POING



Le gouvernement français a déclenché une série de descentes de gendarmes dans les quartiers kanaks et plus particulièrement à Thio. Cette ville apparaît comme le bastion des indépendantistes et c'est, comme l'a expliqué un responsable des forces de l'ordre, justement pour cela que les Kanaks y sont soumis à une opération coup de poing et que d'autres opérations y sont déjà annoncées. Le but officiellement déclaré est la recherche de celui qui aurait assassiné un jeune Blanc le 12 janvier 1985. Mais la volonté profonde du gouvernement, volonté avouée par un des représentants, est de montrer qu'il n'y a pas de régions où la police ne peut pénétrer, et que l'ordre français est toujours présent et partout en Nouvelle-Calédonie.

C'est donc un ratissage en règle qui a été organisé par les gendarmes, bousculant et écrasant sur leur passage les effets des Kanaks pauvres des tribus de Thio. Ces violences révoltantes que RFO nous a montrées avec complaisance, rappellent l'Algérie et les brutalités, les ratissages des villages imposés par l'armée française de l'époque aux populations pauvres d'Algérie. Le gouvernement de Mitterrand sait se montrer brutal avec les pauvres, alors même que les semaines précédentes, les anti indépendantistes, blancs pour la plupart, brisaient et manifestaient à leur guise. Et, comme le criait une femme de Thio hier, révoltée par les opérations de ratissage, les assassins des 14 Kanaks, pourquoi ne sont-ils pas recherchés, eux ?

GRANDE BRETAGNE :

après une année de grève, les mineurs reprennent le travail, victimes de l'isolement dans lequel les dirigeants syndicaux ont maintenu leur lutte.

Les mineurs anglais, après une grève qui aura duré une année, ont repris le travail.

La grève avait commencé le 1er mars 1984, dans les bassins miniers du Yorkshire.

Le 6 mars, l'administration des charbonnages affirmait sa volonté de fermer en 12 mois vingt puits et de licencier 20 000 travailleurs. C'est le refus des mineurs de se retrouver sans travail, et sans espoir d'en trouver dans un autre secteur, qui a entraîné cette longue grève.

Aujourd'hui, les mineurs reprennent le travail sans qu'aucun accord favorable au maintien de leur emploi n'ait pu être arraché au patronat.

Beaucoup aujourd'hui, dans les syndicats et les partis de gauche, et aussi dans la classe capitaliste, s'affligent ou se réjouissent, selon leur classe, de la «dureté» du gouvernement de Margaret Thatcher, premier ministre conservateur, «dame de fer» au service de la bourgeoisie anglaise, qui n'a rien cédé.

Mais l'attitude du gouvernement et du patronat anglais n'a rien de surprenant dans sa dureté.

Plus la crise s'aggrave, et plus la bourgeoisie se montre dure, et son État répressif face aux luttes des travailleurs. Car pour pouvoir maintenir leurs profits, les capitalistes ne veulent rien céder, au contraire,

ils veulent licencier et revenir sur les acquis des travailleurs.

C'est donc plutôt à la façon dont s'est déroulée la grève qu'à une dureté vraiment exceptionnelle et imprévisible du gouvernement et du patronat.

Pendant une année ; les mineurs sont restés isolés. Les grèves de soutien dans les autres secteurs sont restées sporadiques, et justement, il s'agissait de grèves de soutien, d'une journée, ou de quelques jours, et non de grèves où les travailleurs auraient posé leurs propres problèmes qui en fait sont les mêmes d'un secteur à l'autre : ce sont des problèmes entraînés par la crise, licenciements, baisse du pouvoir d'achat, aggravation des conditions de travail et accélération des cadences avec les restrictions de personnel.

Le syndicat des mineurs dirigé par Scargill, syndicaliste radical mais surtout lié à la gauche anglaise, n'a à aucun moment cherché à faire appel à l'ensemble des travailleurs pour qu'ils s'associent à la grève des mineurs, pour défendre ensemble des intérêts communs.

Pourtant, c'est de telles luttes qui seules pourront permettre aux travailleurs de gagner face à la «dureté» des capitalistes et de leur État.

SUITE DE L'EDITORIAL

magnats Békés de l'import-export voient leurs affaires bloquées, ceux des grands magasins sont privés de leurs commandes. Que ceux de l'électricité fassent grève, leurs machines ne peuvent fonctionner. Et ainsi de suite.

Ce que ne peuvent obtenir les travailleurs d'une entreprise ou d'un secteur, les travailleurs, dans leur ensemble, en paralysant ensemble l'économie capitale pourraient l'obtenir.

Mais, dans la préparation de la grève générale, les travailleurs combattifs ont un rôle particulier à jouer. Il ne s'agit pas de compter sur les directions syndicales pour qu'elles organisent la grève, il ne s'agit pas de leur réclamer l'organisation de la grève générale, mais de s'y préparer dans chaque entreprise avec ses camarades de travail, en contactant les travailleurs des secteurs voisins.

Et même, si les directions syndicales appelaient à la grève générale, elles ne donneraient qu'un aval aux travailleurs. Elle ne leur donneraient pas la force. La force, ce sont les travailleurs qui l'ont, à la base, dans les entreprises. Tout le problème est qu'ils parviennent à transformer cette immense force latente en énergie combattante.

C'est l'unité d'action entre travailleurs de différents horizons, de différents syndicats, partis politiques ou confessions qui peut permettre une telle préparation à la lutte d'ensemble. Les travailleurs n'ont pas à suivre tel ou tel responsable syndical, mais à faire du mouvement leur affaire à eux, et décider eux mêmes l'action qu'il y a lieu de mener. Il existe dans toutes les grandes entreprises de la Guadeloupe des militants ouvriers et des travailleurs combattifs qui peuvent impulser un tel mouvement tous ensemble, au moins militer en sa faveur. Pour obtenir l'augmentation générale et substantielle des salaires, une véritable échelle mobile, pour la réduction du temps de travail, sans diminution de salaire, et l'embauche de chômeurs pour l'ouverture de grands travaux favorisant une embauche massive, il faut une lutte générale. Les patrons ne céderont pas là-dessus s'ils n'y sont pas contraints par la force.

8 MARS :

JOURNEE INTERNATIONALE DE LA LUTTE DES TRAVAILLEUSES.

Le vendredi 8 mars est célébré la «journée internationale des femmes». Pour commémorer cette journée, l'Union des Femmes Guadeloupéennes a organisé des manifestations, comme celle de dimanche à Morne-à-l'Eau, où plusieurs dizaines de femmes ont défilé en costume traditionnel puis assistaient à une manifestation avec débat durant la journée. Les années précédentes aussi un défilé et des rencontres et manifestations étaient organisés à Pointe-à-Pitre par l'UFG pour commémorer cette journée.

L'anniversaire qui est commémoré le 8 mars est celui de la lutte des femmes travailleuses. Le 8 mars 1957, les travailleuses de l'industrie du vêtement de New-York manifestaient pour réclamer des augmentations de salaires et de meilleures conditions de travail. La répression brutale des forces au service de la bourgeoisie fut immédiate : ces ouvrières furent chargées par les gendarmes à cheval, plusieurs furent piétinées sous les sabots des chevaux, il y eut de nombreuses arrestations. C'est une militante allemande du parti ouvrier social-démocrate, Clara Zetkin, qui demanda que le 8 mars devienne journée internationale des femmes, et cette journée est célébrée depuis 1911.

Le huit mars est donc le symbole des luttes des travailleuses dans le monde. Dès les débuts de la société capitaliste, au XIX^e siècle, les travailleurs, hommes et femmes, ont lutté contre l'exploitation capitaliste. Et les ouvrières de New-York qui furent sauvagement réprimées le 8 mars 1857, étaient parmi les premières exploitées de l'industrie capitaliste. Elles furent aussi parmi les premières à lutter contre cette

exploitation.

Mais aujourd'hui, le même système est toujours en place, et l'exploitation des travailleurs, qui est son fondement, aussi. Et comme au XIX^e siècle, les femmes touchent des salaires inférieurs à ceux des hommes pour des travaux aussi durs.

Dans les années 30 en Guadeloupe, 1 300 personnes travaillaient au chargement et déchargement des bateaux, 500 femmes et 800 hommes. Pour un même travail de docker, les femmes touchaient 6 F 50, les hommes 18 G.

Aujourd'hui, pour la récolte 1985, en Guadeloupe le salaire de l'attacheuse est fixé à 168,47 F et celui du coupeur à 172,10 F. Pour des travaux aussi durs et aussi dérisoirement payés que ceux des travailleurs agricoles, il subsiste encore des différences entre ceux des hommes et ceux des femmes et ceci est vrai pour toutes les catégories de travailleurs.

Dans la société capitaliste, les femmes sont donc souvent encore plus durement exploitées que les hommes, et doivent subir de nombreuses vexations et outrages de la part de leurs patrons. Et aussi, toute l'organisation sociale faite par les hommes, les relèguent dans les situations les plus difficiles ou pénibles.

Leur lutte, qui a commencé dès l'origine de la société capitaliste, comme en témoigne la journée du 8 mai, ne pourra triompher qu'avec le renversement de cette société.

Seule la société communiste, d'où auront disparu les classes sociales, l'exploitation et l'oppression de la majorité par une minorité de capitalistes, permettra aux êtres humains, hommes, femmes, enfants de vivre sans connaître aucune forme de discrimination.

ABONNEMENT

	6 mois	12 mois
Guadeloupe	50 F	100 F
Martinique	50 F	100 F
France	70 F	140 F

Je désire m'abonner au journal
Combat Ouvrier pour une période
de mois.

Nom :

Prénom :

Adresse :

ci-joint la somme de F
règlement par chèque adressé à :
Gérard Beaujour, B.P. 214 Pointe-à-
Pitre Cédex.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication
G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

COMBAT OUVRIER

Mr DUFEAL

B.P. 42

92114 CLICHY CEDEX

IMPRESSION

Imp. ERAVILLE & FILS S.A.R.L.

Commission paritaire

No 51728